

09/10/2023

Lukas Macek,
Chef du Centre Grande Europe
Chercheur, Europe centrale et
orientale

BLOG
— POST

Les législatives slovaques : un retour pas si triomphant de Robert Fico



© Image by Elias on Pixabay

Obligé de démissionner en 2018 et battu lors des législatives de 2020, Robert Fico, premier ministre de 2006 à 2010 et de 2012 à 2018, a su profiter de la conjoncture politique pour gagner une fois de plus les élections législatives slovaques, ce qui le met en bonne position pour envisager un retour au pouvoir. Ce succès a été assez largement rendu possible par la déception engendrée par la coalition « anti-Fico » qui s'est imposée en 2020, mais qui s'est progressivement disloquée, face notamment à la crise sanitaire et aux conséquences de la guerre en Ukraine, avec trois gouvernements se succédant en trois ans. Robert Fico, quant à lui, a tourné assez largement le dos à son passé de social-démocrate pro-européen, en faisant une campagne visant à séduire un électorat sensible au discours pro-russe, anti-américain et eurosceptique, ainsi qu'aux thèses complotistes et « illibérales ».

S'il n'est pas surprenant de constater que cette victoire du SMER-SSD inquiète les partenaires européens de la Slovaquie, sa portée est à relativiser. S'il veut revenir au pouvoir, le parti de Robert Fico sera obligé de constituer une coalition gouvernementale politiquement hétérogène et potentiellement instable. Un conflit ouvert avec l'Union européenne ou une attaque trop brutale contre l'État de droit pourrait pousser ses probables alliés sociaux-démocrates du parti HLAS-SD à changer d'alliance et à s'allier avec les centristes, chrétiens-démocrates et libéraux, et renvoyant le SMER-SSD dans l'opposition. Par ailleurs, sans nier l'ampleur de l'influence des discours populistes et pro-russes en Slovaquie, les résultats de ces législatives montrent qu'une nette majorité des électeurs continuent à privilégier une orientation européenne et occidentale.

Néanmoins, le succès électoral de Robert Fico s'inscrit dans un contexte centre-européen plus large, caractérisé par l'influence persistante des personnalités politiques tutélaires, souvent active dans la vie publique dès les premières années de la transition post-communiste ou encore par l'affrontement entre les partisans de la démocratie libérale et ceux qui se revendiquent de l'« illibéralisme ». Les élections slovaques – et encore davantage celle qui aura lieu prochainement en Pologne – constituent un nouvel épisode important de cet affrontement qui ouvre une séquence politique cruciale pour l'UE avec les élections européennes de juin 2024 en ligne de mire.

En mars 2018, Robert Fico quitte son poste de premier ministre au milieu de son troisième mandat, sous la pression de la rue. La Slovaquie connaît alors les manifestations les plus massives depuis 1989, portées par l'émotion suscitée par l'assassinat du journaliste Ján Kuciak et de sa fiancée Martina Kušnírová. Certes, son parti SMER-SSD (« Direction – social-démocratie slovaque ») reste au pouvoir puisque Peter Pellegrini, son vice-président, devient premier ministre mais lors des législatives de février 2020, le SMER-SSD enregistre son plus faible score depuis 2006 (deuxième place et 18,29 %, contre 44,42 % en 2012 et 28,28 % en 2016).

Un gouvernement est constitué par les partis qui ont fait une campagne largement fondée sur le rejet de Robert Fico, considéré comme le principal responsable d'un système politique [dénoncés par les manifestants de 2018 comme corrompu, voire mafieux](#). Quelques mois plus tard, une dizaine de députés, menés par Peter Pellegrini, font sécession pour créer un nouveau parti, HLAS – sociálna demokracia (« Voix – social-démocratie »). La carrière politique de Robert Fico semble alors terminée, lui qui avait par ailleurs pu mesurer déjà une première fois la force du rejet de sa personne, lors de sa défaite au 2nd tour de l'élection présidentielle de 2014¹.

Pourtant, la pandémie de COVID-19 et encore davantage, la guerre en Ukraine lui offre l'opportunité de revenir dans l'arène politique de son pays. Il profite de la profonde déception des électeurs slovaques face à la coalition gouvernementale issue des élections 2020 et redevient en 2023 l'homme fort de la politique slovaque après sa victoire aux législatives (la cinquième en 17 ans). Il est alors favori pour redevenir, pour la 4^{ème} fois, premier ministre (cf. le tableau 1).

Il s'impose dans une campagne marquée par de nombreuses dérives telles que des candidats qui en arrivent aux mains, des débats périphériques qui prennent des proportions démesurées (par exemple sur la question de l'autorisation de la chasse aux ours) ou encore – fait plus préoccupant – l'utilisation des deepfake pour discréditer le principal rival de Robert Fico ou diffuser des thèses complotistes dans l'espace public, par le biais de « médias alternatifs », souvent anti-occidentaux et pro-russes. Robert Fico et son entourage n'ont pas hésité à accuser leurs adversaires, à commencer par la Présidente Čaputová, d'être des « agents étrangers », en agitant – à l'instar de Viktor Orbán – le fantasme de l'influence de George Soros ou encore en instillant le doute sur la fiabilité de l'organisation des élections. Il est à noter que le n°3 sur la liste du SMER-SSD, Ľuboš Blaha (déjà député du SMER-SSD depuis 2012) a longtemps été l'une des figures impor-

¹ Il n'obtient que 40 % contre un outsider qui n'a jamais fait de la politique jusqu'ici, Andrej Kiska.

tantes de la scène complotiste slovaque². Par ailleurs, dans une société durablement **pénétrée par des narratifs pro-russes**, ébranlée par la crise de la COVID-19 et les conséquences économiques de la guerre en Ukraine, la campagne du SMER-SSD a su aussi jouer sur le thème rassurant de l'expérience d'un leader familial, comme le résumait l'un des slogans du SMER-SSD : « Stabilité, expérience, fin du chaos ».

I • Un échec des anti-Fico, vainqueurs en 2020

De fait, le retour de Fico traduit moins un succès de ce dernier qu'un échec cuisant de ceux qui ont su l'écarter du pouvoir en 2018-2020. En effet, le score du SMER-SSD n'a rien de spectaculaire en comparaison avec ses victoires précédentes (cf. le graphique 2). Il progresse de moins de 5 points et il ne gagne que 4 sièges de plus par rapport aux législatives de 2020 qui représentaient un franc échec pour Robert Fico, puisque son parti était arrivé en deuxième position, avec plus de 6 points de retard sur le vainqueur, et sans partenaires potentiels³. Les pourfendeurs de Fico, eux, disposaient alors d'une majorité confortable de 95 sièges (sur 150).

C'est l'écroulement des vainqueurs de 2020 qui frappe en premier lieu lors de ces élections, notamment celui du mouvement OĽaNO (Les gens ordinaires et personnalités indépendantes) d'Igor Matovič et du SME RODINA (« Nous sommes une famille »). Seuls les libéraux de la SaS (« Liberté et solidarité ») restent stables (cf. le tableau 3). Cette chute en seulement trois ans s'explique pour l'essentiel par le **comportement chaotique du gouvernement et notamment d'Igor Matovič**, premier ministre de 2020 à 2021, mais aussi par la désagrégation progressive de la coalition⁴ – certes confrontée aux défis inédits de la crise sanitaire, puis de la guerre en Ukraine – le tout, sur fond de conflits personnels entre ses dirigeants, notamment entre Igor Matovič et le président de la SaS, Robert Sulík.

La victoire de Fico signe aussi un échec relatif pour Peter Pellegrini et son parti HLAS-SD. En février 2023, les sondages lui donnaient l'espoir de gagner les prochaines législatives et donc de s'imposer face à son ancien mentor. Pari perdu même si le HLAS-SD arrive juste derrière SMER-SSD (14,7 % contre 22,94 %) et que par conséquent le parti de Pellegrini occupe la position du « faiseur de roi », aucune coalition crédible ne pouvant se faire sans son soutien. Cette position n'est en réalité enviable qu'en apparence puisqu'elle place Peter Pellegrini face à un dilemme difficile : Qu'il accepte d'être un partenaire junior de Fico ou qu'il permette aux libéraux de lui barrer la route vers le pouvoir, le coût politique à payer risque d'être élevé. En s'alliant à Fico, il risque de perdre ses électeurs qui préféreront l'original à la copie. En lui barrant la route, il peut passer pour un traître aux yeux d'une partie de son électorat et encore davantage des membres du parti qui restent idéologiquement (et même personnellement) plus proches du SMER-SSD que des libéraux. En revanche, si le groupe parlementaire du HLAS-SD reste

² Cf. par exemple ce rapport du GLOBSEC qui analysait les activités de désinformation sur Facebook lors de l'élection présidentielle en Slovaquie en 2019 : <https://www.globsec.org/sites/default/files/2019-04/Presidential-Election-Monitoring-report.pdf>

³ Aucun des trois partis qui ont formé la coalition avec SMER-SSD en 2016 n'est représenté au Parlement.

⁴ Igor Matovič démissionne du poste de premier ministre en avril 2021. Il est remplacé par Eduard Heger, mais le gouvernement dirigé par ce dernier fait objet d'une motion de censure en décembre 2022. Après une tentative infructueuse de reconstruire une majorité, un gouvernement technique, dirigé par Ľudovít Ódor, vice-gouverneur de la Banque centrale, est nommé en mai 2023 pour mener le pays aux élections anticipées du 30 septembre 2023.

uni et discipliné, il va garder cette position de pivot ce qui peut lui garantir un poids décisif dans n'importe quelle coalition gouvernementale, voire lui permettre de changer d'alliance en cours de route, si la conjoncture politique s'y prête.

Les résultats du parti « Slovaquie progressiste » (PS) sont également mitigés. Ce parti en effet s'est imposé au fil des mois comme le principal rival du SMER-SSD, alors qu'il n'avait aucun député dans l'assemblée sortante. Toutefois, les derniers sondages donnaient la PS et le SMER au coude-à-coude et ceux à la sortie des urnes **promettaient même une courte victoire** au parti de Michal Šimečka⁵, ce qui explique la déception dans les rangs du PS. Par ailleurs, les « progressistes », en s'alliant avec HLAS-SD, le KDH et la SaS seraient en mesure de constituer une coalition majoritaire. Il est assez peu probable que HLAS-SD opte d'emblée pour cette variante, mais cela pourrait changer face aux futures et probables difficultés du gouvernement Fico.

II • Une victoire aux lendemains difficiles

Comme d'autres pays qui connaissent une forte polarisation du débat politique, la Slovaquie n'a pas échappé au sentiment d'être confrontée à une élection fatidique. Ce thème a percé aussi dans la presse étrangère : probablement aucune élection slovaque n'a attiré autant d'attention au-delà des frontières du pays. Ceci s'inscrit dans une dynamique qui se met en place depuis une quinzaine d'année et qui traduit une construction progressive d'un espace public à l'échelle de l'Union : la prise de conscience de l'impact sur l'ensemble de l'UE des aléas de la vie politique nationale de chaque pays s'impose de plus en plus fortement. A fortiori dans le contexte de la guerre en Ukraine où toute faiblesse interne, toute entorse à l'unité des 27 peut vite entraîner des conséquences graves – pour l'issue de la guerre en Ukraine, pour les perspectives d'élargissement de l'Union et plus généralement pour la crédibilité de cette dernière en tant qu'acteur géopolitique capable de peser face à la Russie. Par ailleurs, toute élection nationale au sein de l'UE, et tout particulièrement en Europe centrale, est aussi inévitablement scrutée par le prisme de l'affrontement entre les partisans de la démocratie libérale et ceux de « l'illibéralisme » qui met en jeu la pérennité même du projet européen.

Les législatives slovaques intéressent aussi parce qu'elles précèdent de peu les élections législatives qui se tiendront en Pologne le 15 octobre 2023 et qu'elles ouvrent la séquence politique qui mène vers les élections européennes de juin 2024. Et elles sont d'autant plus attractives qu'elles tournent autour d'un personnage, Robert Fico, haut en couleur, sulfureux et complexe, bien connu des hautes sphères de la politique européenne, avec ses dix ans d'ancienneté au Conseil européen. Par conséquent, de nombreux commentaires – en Slovaquie comme à l'étranger – tendent à interpréter la victoire du SMER-SSD comme si Robert Fico gagnait « son » référendum sur lui-même et comme si la Slovaquie basculait du côté « illibéral » et pro-russe de la politique européenne⁶.

⁵ La Slovaquie progressiste est aussi l'ancien parti de l'actuelle Présidente de la République, Zuzana Čaputová.

⁶ Un exemple parmi beaucoup d'autres, cette citation de la rédactrice en chef du quotidien libéral et pro-européen SME dans un article publié dès l'annonce des résultats : « Robert Fico a battu la Slovaquie. Cette version du pays qui, après la Révolution de Velours, a été imaginée par la majorité de la nation. Aujourd'hui, assez de gens ont cru avec lui que le libéralisme et les droits de l'Homme peuvent représenter pour le citoyen une menace plus grande que la corruption tentaculaire et les sympathies pour le régime de Poutine. » (<https://komentare.sme.sk/c/23222917/fico-porazil-slovensko-volby-2023.html>)

Or, la réalité est nettement plus nuancée. En additionnant les scores de toutes les listes (sur les 25 qui se sont affrontées) qui affirment avec plus ou moins de force leur attachement à l'orientation occidentale, européenne et atlantiste du pays et qui soutiennent, ou pour le moins ne refusent pas, l'aide à l'Ukraine, nous arrivons à un total de près de 65 %, alors que le camp en face, même si en y intégrant la totalité des électeurs du SMER-SSD, ce qui est une hypothèse excessive⁷, ne pèse que 35 % environ. Nous sommes donc loin d'un raz-de-marée europhobe et pro-russe. Par ailleurs, à la différence des deux élections précédentes, l'aile la plus radicale de l'extrême droite slovaque reste en dehors du parlement. Certes, dans les 65 % « pro-occidentaux », il y a des partis qui, sans être franchement contre l'UE ou contre l'aide à l'Ukraine, n'en sont pas moins populistes, avec des prises de position parfois déconcertantes – notamment OĽaNO et SME RODINA. Pourtant, alors que ces deux partis jouaient un rôle clé dans l'opposition anti-Fico en 2020, ils sont marginalisés aujourd'hui et le camp pro-européen et libéral-démocrate est désormais dominé par une force politique nettement plus « normale » : la Slovaquie progressiste. Ceci laisse a priori présager une meilleure capacité à se constituer en force d'opposition crédible et capable d'imposer une alternance à Robert Fico lors des échéances électorales à venir.

Pour Robert Fico, composer un gouvernement et gouverner ne sera pas aisé. Il devra se tourner vers les « renégats » du HLAS-SD qui – nous l'avons vu – ne sont pas à sa merci, puisqu'ils pourraient permettre la constitution d'une coalition anti-Fico en s'alliant avec la Slovaquie progressiste, le KDH et la SaS. Mais il lui faudra surtout trouver un troisième partenaire. Cela pourrait être le Parti national slovaque (SNS), avec lequel il a déjà gouverné par le passé. Toutefois, le nouveau groupe parlementaire du SNS est un agglomérat hétéroclite et imprévisible, car les électeurs du SNS, en profitant du système des voix préférentielles, ont totalement bouleversé l'ordre des élus par rapport à la liste déposée par le parti. Le très pro-russe président du SNS Adrej Danko se retrouve ainsi à être le seul membre du SNS parmi les dix députés élus sur sa liste, les 9 autres étant des candidats indépendants qui se trouvaient sur des positions a priori inéligibles et qui sont pour la plupart issus des milieux complotistes radicaux et pour certains des anciens de l'extrême-droite aux tendances néo-nazies. Dépendre d'un tel groupe parlementaire serait inconfortable pour Robert Fico et sans doute difficilement acceptable pour le HLAS-SD⁸. Par conséquent, Robert Fico pourrait préférer s'appuyer sur le KDH, un parti qui jusqu'ici excluait toute coalition incluant le SMER-SSD. Or, si les chrétiens-démocrates finalement changeait d'avis, cela pousserait Robert Fico à recentrer sa politique en tournant le dos à la radicalité de sa campagne.

⁷ Si l'image médiatique et le discours de campagne de Robert Fico et ses co-équipiers donnent le sentiment d'une radicalité assez forte, le programme officiel du parti n'a rien de très radical. L'appartenance à l'UE y est qualifiée d'« irremplaçable » et le parti s'y engage à « remplir les engagements qui découlent de l'appartenance à l'OTAN » (<https://www.strana-smer.sk/aktuality/blogy/post/geopolitika>).

⁸ Peter Pellegrini a déclaré avant les élections qu'il n'accepterait pas une coalition avec le parti d'extrême-droite Republika. Ce dernier n'a pas réussi à entrer au parlement, mais certains membres du groupe parlementaire du SNS ont un profil tout à fait comparable.

III • Un partenaire compliqué pour le reste de l'UE, emblématique des tendances politiques récurrentes en Europe centrale

La crainte exprimée par les médias occidentaux était que la Slovaquie gouvernée par Fico devienne un cheval de Troie de Vladimir Poutine. Si on ne peut pas exclure avec certitude un tel scénario, a fortiori tant que nous ne connaissons pas encore la composition de la future coalition gouvernementale, il semble tout de même assez peu probable que Robert Fico aille plus loin que Viktor Orbán, au risque non seulement de se brouiller avec le reste de l'Union et les alliés de l'OTAN (qu'il ne souhaite pas quitter), mais aussi de nourrir une tension au sein de sa coalition (HLAS-SD étant très prudent sur le sujet, mais toutefois plutôt sur des positions pro-ukrainiennes). Il va certainement chercher à arrêter de livrer des armes à l'Ukraine, mais compte tenu des livraisons déjà effectuées, cela risque d'avoir un impact assez négligeable sur l'effort de guerre ukrainien. Il pourrait éventuellement s'aligner sur son voisin hongrois et interdire que des livraisons d'armes des pays tiers passent par le territoire slovaque. Mais là encore, ce serait une décision aux effets assez limités. Mais il paraît assez peu probable que Robert Fico s'attaque par exemple aux sanctions de l'UE contre la Russie ou à l'aide financière que l'Union apporte à l'Ukraine.

Cela ne veut pas dire que Robert Fico, s'il redevient premier ministre, sera un partenaire commode. Il s'est radicalisé et il cherche à revenir au pouvoir avec un esprit de revanche. Il veut aussi stopper ce qu'il dénonce comme un complot politico-judiciaire contre lui et ses proches. Ses pourfendeurs considérant au contraire le système qu'il avait institué comme celui d'un « État qui sous le gouvernement du SMER-SSD fonctionnait comme un clan mafieux⁹ ». Même si la responsabilité du pouvoir et les contraintes d'un gouvernement de coalition peuvent le pousser à rester modéré dans les actes, il risque de continuer à tenir des propos qui feront la joie des propagandistes du Kremlin et qui affaibliront l'unité des Européens. Il est certain que la version 2023 du premier ministre Fico serait fort éloignée de l'homme qui a fait adhérer la Slovaquie à la zone euro en 2009 en insistant sur la nécessité pour la Slovaquie de faire partie du « noyau dur » de l'UE. Mais elle ne sera pas non plus complètement inédite : elle sera sans doute proche de Robert Fico qui introduisait, avec Viktor Orbán, un recours en annulation auprès de la CJUE contre le Conseil au sujet du mécanisme provisoire de relocalisation obligatoire de demandeurs d'asile en 2015.

Plus que sur l'Ukraine, c'est d'ailleurs sur d'autres sujets que les tensions entre une Slovaquie gouvernée par Robert Fico et la majorité de ses partenaires européens risquent de se manifester rapidement, à commencer précisément par les questions liées à l'immigration, un sujet que Robert Fico a mis fortement en avant lors de sa campagne (et aussi lors de sa première conférence de presse après sa victoire). Mais aussi des questions liées à l'État de droit – la Slovaquie pouvant soutenir de manière plus active la Pologne et la Hongrie dans leur bras de fer avec l'Union au sujet de la conditionnalité à l'État de droit ; et avec le risque qu'à son tour elle puisse s'exposer à des sanctions européennes en la matière, dans la mesure où Robert Fico pourrait être tenté de mettre au

⁹ Pour citer Veronika Remišová, vice-présidente du gouvernement slovaque de 2020 à 2023, proche de l'ancien Président de la république Andrej Kiska : <https://sita.sk/stat-za-smeru-sd-fungoval-ako-mafiansky-klan-vrazda-novina-ra-a-jeho-snubenice-bola-obrovskym-sokom-tvrdi-remisova/>.

pas le système judiciaire ou s'attaquer à d'autres contre-pouvoirs¹⁰. Enfin, la Slovaquie faisant partie de la zone euro, il est également légitime de s'interroger sur ce que pourrait être la politique économique du futur gouvernement et sur sa capacité à maîtriser la situation des finances publiques.

Le retour de Robert Fico rappelle aussi un certain nombre de particularités et de difficultés des jeunes démocraties d'Europe centrale. On constate une difficulté à tourner la page de l'ère d'un certain nombre de figures dominantes, souvent enracinées dans le contexte des années 1990, au début de la transition post-communiste 1990. Cette longévité – illustrée par Václav Klaus et Miloš Zeman en République tchèque, Viktor Orbán en Hongrie ou même l'interminable affrontement entre Jaroslaw Kaczynski et Donald Tusk en Pologne – se fonde à la fois sur la défense d'un certain agenda politique, mais aussi sur un agenda très personnel : sentiment d'avoir été évincés injustement et volonté de revanche. L'autre fait frappant est que cette longévité se double souvent d'un glissement idéologique du centre vers les extrêmes. Václav Klaus a fondé en 1991 un grand parti conservateur-libéral du centre-droit, pour devenir aujourd'hui un soutien de l'AfD en Allemagne... Miloš Zeman a été libéral puis social-démocrate pour finalement devenir un admirateur de Donald Trump. Viktor Orbán adhère dans les années 1990 à l'Internationale libérale pour devenir depuis 2010 le chantre du conservatisme illibéral. La conséquence logique de tout cela, est aussi la difficile intégration des élus des partis centre-européens dans les familles politiques européennes traditionnelles. Ainsi le PPE a dû gérer le cas Orbán, alors que Renew Europe doit gérer le cas Babiš et S&D le cas Fico...

Après avoir pendant longtemps incarné le pôle le plus « pro-européen » du groupe de Visegrád – en tant que seul pays de ce quatuor à avoir adopté l'euro et avec des prises de position plutôt consensuelles au sein de l'UE, y compris par les précédents gouvernements Fico – la Slovaquie tend aujourd'hui à se ranger du côté des tendances « illibérales » et eurosceptiques. L'effet de ce basculement sur l'UE a toutes les chances de rester limité. Les conséquences risquent d'être plus graves pour la Slovaquie elle-même, se traduisant principalement par sa marginalisation, voire son isolement au sein de l'Union – elle qu'autrefois on a pu appeler le « tigre des Tatras ». Cela dit, le pays n'en est pas à son premier virage politique et, au moins à deux reprises, une forte mobilisation de la société civile a su montrer la résilience de la jeune démocratie slovaque et imposer un changement de cap. Robert Fico l'a vécu déjà une fois, en 2018, et il pourrait le vivre à nouveau, si jamais il cherche à changer de cap de manière trop brutale. Cela dit, la situation en Slovaquie sera certainement aussi influencée par les évolutions du contexte centre-européen général, à commencer par les élections polonaises du 15 octobre prochain. Plus que les législatives slovaques, c'est le vote polonais qui nous dira où en est la dynamique « illibérale » au cœur de l'Europe...

¹⁰ Parmi les thèmes récurrents de Robert Fico et ses partisans, on trouve de fréquentes attaques contre les médias ou encore contre les ONG (et aussi contre les partis libéraux et contre la Présidente Zuzana Čaputová, elle-même issue du milieu des ONG), reprenant à son compte le discours orbánien sur une volonté supposée de George Soros à imposer à la Slovaquie un agenda politique en se servant notamment des ONG. Cf. par exemple l'extrait d'un débat télévisé, publié sur le site du SMER-SSD sous le titre « La Slovaquie a besoin d'un gouvernement stable et souverain, pas une expérimentation des ONG progressistes. » (<https://www.strana-smer.sk/aktuality/video/post/slovensko-potrebuje-stabilnu-suverennu-vladu-nie-experiment-progresivnych-mimovladok>)

TABLEAU 1. Résultats des élections anticipées du 30 septembre 2023

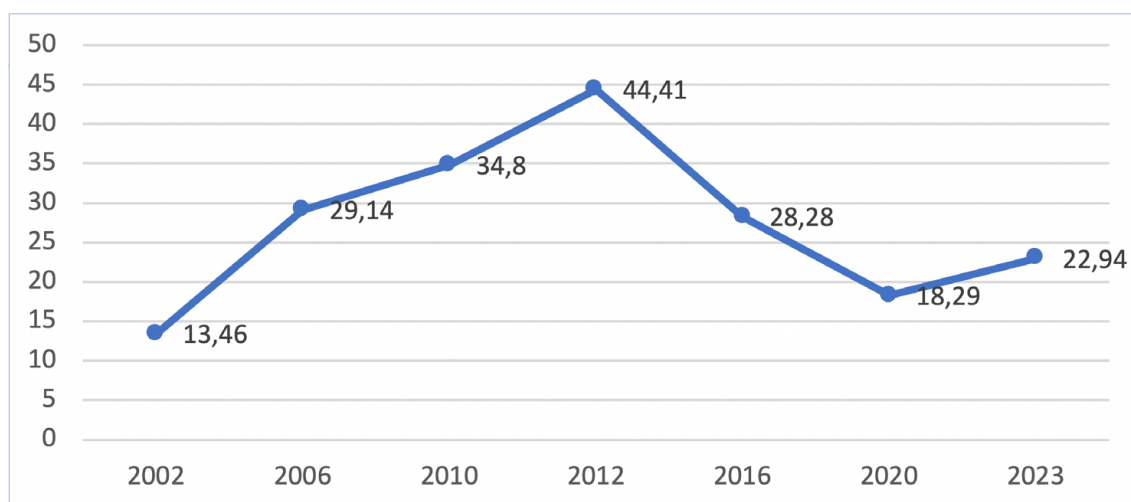
Liste	% de voix obtenues	Nombre de sièges (sur 150)
SMER – SD	22,94%	42
Progresívne Slovensko	17,96%	32
HLAS – SD	14,70%	27
OĽANO A PRIATELIA + KÚ + ZA ĽUDÍ	8,89%	16
KDH	6,82%	12
SaS	6,32%	11
SNS	5,62%	10
REPUBLIKA	4,75%	0
ALIANCIA	4,38%	0
Demokrati	2,93%	0
SME RODINA	2,21%	0
Kotlebovci – Ľudová strana Naše Slovensko	0,84%	0
KSS	0,33%	0
Pirátska strana – Slovensko	0,31%	0
Modrí, Most – Híd	0,26%	0
Maďarské fórum, ODS	0,11%	0

▲ NB: Ce tableau ne recense que les listes ayant obtenu plus de 0,1% des voix.

Source : le site du quotidien SME, <https://volby.sme.sk/parlamentne-volby/2023/vysledky>

- Partis ayant tenu lors de la campagne des discours pro-russes ou/et complotistes ou/et « illibéraux » plus ou moins prononcés
- Partis portant un discours plus ou moins assimilable à un « mainstream » européen

GRAPHIQUE 1. Résultats des élections anticipées du 30 septembre 2023



▲ Source : idem

TABLEAU 2. L'évolution des résultats électoraux des partis de la coalition gouvernementale de la législature précédente (2020-23)

	2020	2023
OĽANO	25,02	8,89
ZA ĽUDÍ	5,77	
SME RODINA	8,24	2,21
SaS	6,22	6,32

▲ Source : idem

Directeur de la publication: Sylvie Matelly • La reproduction en totalité ou par extraits de cette contribution est autorisée à la double condition de ne pas en dénaturer le sens et d'en mentionner la source

- Les opinions exprimées n'engagent que la responsabilité de leur(s) auteur(s) • L'Institut Jacques Delors ne saurait être rendu responsable de l'utilisation par un tiers de cette contribution
- Version originale • © Institut Jacques Delors

Institut Jacques Delors

Penser l'Europe • Thinking Europe • Europa Denken
18 rue de Londres 75009 Paris, France • www.delorsinstitute.eu
T +33 (0)1 44 58 97 97 • info@delorsinstitute.eu



Thinking Europe • Penser l'Europe • Europa denken



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Ce projet reçoit des financements du programme Citizens, Equality, Rights and Values Programme (CERV) de la Commission européenne sous le numéro Project 101104850 – IJD 2023.